

7. *Invite* le Groupe consultatif mixte des politiques, constitué par le Programme des Nations Unies pour le développement, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, le Fonds des Nations Unies pour la population, le Programme alimentaire mondial et le Fonds international de développement agricole, à développer encore sa coopération avec le Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues, afin d'améliorer la coordination des activités relatives à la lutte contre l'abus des drogues dans le cadre du système des Nations Unies;

8. *Prie* la Commission de favoriser et de suivre l'application du Plan d'action à l'échelle du système mis à jour et prie le Programme de présenter à ce sujet un rapport annuel à la Commission, à partir de sa trente-septième session.

43^e séance plénière
27 juillet 1993

1993/44. Droits de l'homme et extrême pauvreté

Le Conseil économique et social,

Prenant note de la résolution 1993/13 de la Commission des droits de l'homme, en date du 26 février 1993⁷⁸, et rappelant la résolution 1992/27 de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, en date du 27 août 1992¹¹⁷

1. *Approuve* la nomination de M. Leandro Despouy comme rapporteur spécial chargé d'examiner la question des droits de l'homme et de l'extrême pauvreté, afin d'établir une étude sur ce sujet en se fondant sur les aspects exposés par la Commission des droits de l'homme dans ses résolutions 1989/10 du 2 mars 1989¹¹⁸, 1990/15 du 23 février 1990¹¹⁹ et 1991/14 du 22 février 1991¹²⁰, en tenant compte particulièrement des orientations définies dans la résolution 1992/11 de la Commission, en date du 21 février 1992⁹⁹;

2. *Prie* le Secrétaire général de poursuivre ses consultations sur le thème des droits de l'homme et de l'extrême pauvreté auprès des gouvernements, des institutions spécialisées et des organisations intergouvernementales et non gouvernementales et d'en communiquer les conclusions au Rapporteur spécial;

3. *Prie également* le Secrétaire général de fournir au Rapporteur spécial toute l'assistance nécessaire pour la réalisation de son mandat, y compris, le cas échéant, l'aide de consultants ayant des connaissances spécialisées en la matière.

44^e séance plénière
28 juillet 1993

1993/45. Surveillance du passage à la démocratie en Afrique du Sud

Le Conseil économique et social,

Rappelant sa résolution 1992/3 du 20 juillet 1992,

Notant que, lorsque le Rapporteur spécial de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, M. Ahmed Khalifa, a présenté son dernier rapport¹²¹, il a déclaré que, compte tenu des événements récents, il conviendrait de cesser d'établir la liste des institutions qui appuient le régime sud-africain,

Notant également qu'il est primordial de surveiller le processus qui conduira à la démocratie et à la justice sociale en Afrique du Sud,

1. *Exprime sa satisfaction* au Rapporteur spécial, M. Ahmed Khalifa, pour sa contribution considérable à la cause de l'élimination de la politique d'apartheid;

2. *Adresse ses remerciements* à tous les gouvernements et à toutes les organisations qui ont fourni des renseignements au Rapporteur spécial;

3. *Autorise* la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités à confier à Mme Judith Sefi Attah le soin de présenter chaque année un rapport sur le passage à la démocratie en Afrique du Sud qui indiquera, notamment :

a) Les mesures prises, conformément aux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, pour prévenir les violences entre les différents groupes en Afrique du Sud;

b) Les mesures prises pour ouvrir une enquête en cas d'allégations faisant état du rôle joué par les forces de sécurité sud-africaines pour favoriser la violence, et les mesures prises pour résoudre ce problème;

c) Les mesures prises pour garantir la participation politique, dans des conditions d'égalité, de tous les Sud-Africains, y compris ceux qui, sous le régime d'apartheid, ont été transférés dans les prétendus homelands;

d) Les mesures prises pour que tous les Sud-Africains puissent jouir sans discrimination des droits économiques et sociaux;

e) La nature des obstacles entravant la démocratisation de l'Afrique du Sud et les moyens de les supprimer;

4. *Prie* le Secrétaire général d'accorder au Rapporteur spécial, Mme Attah, toute l'aide dont elle peut avoir besoin dans l'exercice de son mandat.

44^e séance plénière
28 juillet 1993

1993/46. Question d'un projet de protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

Le Conseil économique et social,

Prenant note de la résolution 1993/34 de la Commission des droits de l'homme, en date du 5 mars 1993⁷⁸,

1. *Autorise* le groupe de travail à composition non limitée de la Commission des droits de l'homme à se réunir pendant deux semaines avant la cinquantième session de la Commission en vue de continuer à élaborer le projet de protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants;

2. *Prie* le Secrétaire général de fournir au groupe de travail tous les moyens dont il aura besoin pour se réunir et de transmettre le rapport du groupe de travail¹²² aux gouvernements, aux institutions spécialisées, aux présidents des organes conventionnels de défense des droits de l'homme, au Rapporteur spécial chargé d'examiner la question de la torture et aux organisations intergouvernementales et non gouvernementales intéressées.

44^e séance plénière
28 juillet 1993